

Message Text

PAGE 01 NATO 02153 01 OF 05 221955Z

66

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-14 ISO-00 SS-20 INR-10 LS-01 RSC-01 DRC-01

/073 W

----- 015091

R 221730Z APR 74

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC 5265

INFO ALL NATO CAPITALS 3889

USMISSION GENEVA

USMISSION EC BRUSSELS

C O N F I D E N T I A L SECTION 1 OF 5 USNATO 2153

E.O. 11652: GDS

TAGS: PFOR, NATO

SUBJ: CSCE: EC-NINE POSITION PAPER

GENEVA FOR USDEL CSCE

1. IN THE APR 22 NAC CONSULTATIONS ON CSCE, THE GERMAN DEL,
ACTING FOR THE NINE, INTRODUCED THE FOLLOWING PAPER COVERING CSCE
POSITIONS WHICH THE EC POLITICAL COMMITTEE APPROVED IN
BONN APR 18. THE MISSION WILL TRANSMIT BY SEPARATE TELEGRAM
AN ENGLISH TRANSLATION OF THE FOLLOWING FRENCH TEXT.

2. BEGIN TEXT

1. A SA REUNION A BONN LE 18 AVRIL 1974, LE COMITE POLITIQUE
DES NEUF A APPROUVE UN RAPPORT DU SOUS-COMITE CSCE SUR
"LES PROBLEMES A RESOUDRE" ET A PRIS NOTE D'UN RAPPORT
ORAL DU PRESIDENT DU GROUPE AD HOC FAISANT L'ETAT DES
TRAVAUX AU SEIN DE LA DEUXIEME COMMISSION.

2. D'UNE MANIERE GENERALE, LE COMITE POLITIQUE NE S'ESTIME PAS
SATISFAIT DE L'ETAT DES NEGOCIATIONS DE GENEVE PAR RAPPORT
AUX OBJECTIFS QUE SE SONT FIXES LES NEUF, EN PARTICULIER,
SES DELIBERATIONS ONT PORTEES SUR LES POINTS SUIVANTS:

CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 02153 01 OF 05 221955Z

I. CARACTERE DE DOCUMENT FINAL

II. LE POINT I DE L'ORDRE DU JOUR

A) LA DECLARATION SUR LES PRINCIPES

- A) INVOLABILITE ET CHANGEMENT PACIFIQUE
- B) EGALITE SOUVERAINE ET NON-INTERVENTION
- C) AUTRES PRINCIPES
- D) PREAMBULE ET DISPOSITIONS GENERALES

B) REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ET PROPOSITIONS
VISANT A RENDRE EFFECTIF LE NON-RECOURS A LA FORCE

C) MESURES DE CONFIANCE ET ASPECTS MILITAIRES

III. LE POINT II DE L'ORDRE DU JOUR

A) OBSERVATIONS GENERALES

B) LE PREAMBULE - MENTION DES PVD

D) LES ECHANGES COMMERCIAUX

IV. LE POINT III DE L'ORDRE DE JOUR

A) OBSERVATIONS GENERALES

B) LE PREAMBULE

C) LES TEXTES

- A) SOUS-COMMISSION "CONTACTS"
- B) SOUS-COMMISSION "INFORMATION"
- C) SOUS-COMMISSION "CULTURE"
- D) SOUS-COMMISSION "EDUCATION"

V. LES SUITES DE LA CONFERENCE

VI. LE NIVEAU DE LA III PHASE

I. CARACTERE DE DOCUMENT FINAL

E. LES PAYS DE L'EST ONT JUSQUE'ALORS EVITE DE DISCUTER
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 02153 01 OF 05 221955Z

DE CARACTERE DE DOCUMENT FINAL. L'URSS A NEANMOINS
LAISSE ENTREVOIR QU'ELLE A DEUX OBJECTIONS PRINCIPALES
CONTRE LE PROJET NEERLANDAIS:

- A SON AVIS, SEULE LA DECLARATION SUR LES PRINCIPES
DEVRAIT ETRE SIGNEE (PAR LES CHEFS DE GOUVERNEMENT)

- LE PREAMBULE AUX TEXTES DE LA COMMISSION III NE
DEVRAIT PAS FIGURER SEPAREMENT DE CES TEXTES.

4. DE L'AVIS DES NEUF LES POSITIONS SUIVANTES DEVRAIENT
ETRE CONFIRMES:

-ADOPTER, POUR LE DOCUMENT FINAL, UNE PRESENTATION
MANIFESTANT CLAIREMENT LE CARACTERE FACTUEL ET NON
JURIDIQUE DE LA SIGNATURE QUI LUI SERA DONNEE,

- INSISTER SUR LA MULTIPLICITE DES RESOLUTIONS OU
AUTRES TEXTES POUR CHACUN DES POINTS DE L'ORDRE
DU JOUR,

- NE PAS DONNER UNE PREEMINENCE A LA DECLARATION SUR
LES PRINCIPES,

- NE PAS ACCEPTER LA SIGNATURE DE TOURES LES DECLARATIONS,
RESOLUTIONS, ETC.

5. EN CE QUI CONCERNE LE CONTENU DU DOCUMENT A SIGNER,
LES POSSIBILITES SUIVANTES ONT ETE EVOQUEES:

A) UN DOCUMENT FINAL QUI COMPRENDRAIT LES PARTIES
SUIVANTES:

- UN TITRE (DOCUMENT FINAL OU ACTE FINAL) QUI
SOULIGNE LE CARACTERE NON JURIDIQUE DU DOCUMENT,

- UNE LISTE DES ETATS PARTICIPANTS,

- POUR CHACUN DES 4 POINTS DE L'ORDRE DU JOUR
UN PREAMBULE SUIVI D'UNE LISTE DES DECLARATIONS,
RESOLUTIONS, ETC., CES TEXTES EUX-MEMES ETANT MIS
CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 02153 01 OF 05 221955Z

EN ANNEXE;

B) INCORPORER TOUS LES TEXTES DE DECLARATIONS, RESOLU-
TIONS, ETC., DANS L'ACTE FINAL; DANS CETTE EVENTUALITE,
LA SIGNATURE APPARAITRAIT APRES LES TEXTES;

(LES DEUX OPTIONS A) ET B) SONT CONFORMES AU PROJET
NEERLANDIAS.)

C) NE SIGNER QU'UN ACTE FINAL OU COMMUNIQUE; ON RETIEN-
DRAIT LA STRUCTURE DU PROJET NEERLANDAIS, LES TEXTES
PREAMBULAIRES INTRODUISANT LES 4 CHAPITRES FIGUREAIENT
CEPENDANT DANS UN VOLUME SEPRE AVEC LES TEXTES DES
DECLARATIONS, RESULOTIONS, ETC., AUXQUELS ILS SE
RAPPORTENT.

6. LE COMITE POLITUQUE A MARQUE SA PREFERENCE
POUR L'OPTION A) MENTIONNEE CI-DESSUS; SI L'OPTION B)
ETAIT PROPOSEE A LA CONFERENCE, ELLE NE POURRAIT ETRE
RETENUE QU'A LA SUITE D'UNE DECISION DES CAPITALES;
L'OPTION C) POURRAIT ETRE UTILISEE, LE CAS ECHEANT,
A DES FINS TACTIQUES.

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 02153 02 OF 05 222043Z

66

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-14 ISO-00 SS-20 INR-10 LS-01 RSC-01 DRC-01

/073 W

----- 015641

R 221730Z APR 74

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC 5266

INFO ALL NATO CAPITALS 3890

USMISSION GENEVA

US MISSION EC BRUSSELS 3778

C O N F I D E N T I A L SECTION 2 OF 5 USNATO 2153

II. LE POINT I DE L'ORDRE DU JOUR

A) LA DECLARATION SUR LES PRINCIPES

A) INVOLABILITE ET CHANGEMENT PACIFIQUE

7. LES NEUF SONT D'AVIS QU'UNE SOLUTION SATISFAISANTE DE CE PROBLEME A UNE PRIORITE ABSOLUE. SOUS RESERVE DE CERTAINS AMENDEMENTS STYLISTIQUES A LA FORMULE ENREGISTREE SUR L'INVOLABILITE DES FRONTIERES ET COMPTE TENU DE LA RESERVE FORMELLE FAITE PAR LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, LE COMPROMIS DU 5 AVRIL SUR L'ENREGISTREMENT DES TEXTES SEBLE SATISFAISANT. TOUT AU LONG DES FUTURS TRAVAUX DE REDACTION, IL FAUT CEPENDANT VEILLER A CE QUE:

- AUCUNE FORMULE NE STIPULE NI LAISSE SOUS-ENTENDRE L'IMMUABILITE DES FRONTIERES,

- LE TEXTE SUR LE CHANGEMENT PACIFIQUE SOIT ADAPTE AU PRINCIPE AUQUEL IL SERA ATTACHE,

- LE PARAGRAPHE SUR L'ENGAGEMENT A NE PAS PRESENTER DE REVENDICATIONS TERRITORIALES DOIT ETRE LIBELLE DE TELLE FACON QU'IL EN RESULTE ASSEZ CLAIREMENT
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 02153 02 OF 05 222043Z

QU'IL S'AGIT DE REVENDICATIONS APPUYEES PAR LA FORCE,

- DANS LES DISPOSITIONS FINALES DE LA DECLARATION SUR

LE PRINCIPES DOIT FIGURER TRES CLAIREMENT UNE CLAUSE
SUR L'UNITE DES PRINCIPES ET LES LIENS ENTRE EUX
(VOIR PAR. 11 DU PROJET FRANCAIS DE LA DECLARATION
SUR LES PRINCIPES).

8. BIEN QUE LES NEUF AIENT ACCEPTE DE REDIGER LA PHRASE
CONCERNANT LA LEGITIMITE DU CHANGEMENT PACIFIQUE
INDEPENDAMMENT DE SON CONTEXTE, ILS ONT INTERET
A DEFENDRE AUSSI LONGTEMPS QUE POSSIBLE DANS LA
NEGOCIATION LEUR THESE SELON LAQUELLE LE CONTEXTE DE
L'INVOLABILITE EST LE PLUS APPROPRIE POUR L'INCLUSION
DE CETTE PHRASE.

9. LES DIRECTEURS POLITIQUES ONT EU UN PREMIER ECHANGE
DE VUE SUR LA QUESTION DE SAVOIR A QUEL PRINCIPE LA
FORMULE SUR LE CHANGEMENT PACIFIQUE POURRAIT ETRE
LIEE AFIN DE SAUVEGARDER AU MIEUX NOS INTERETS; LES
PRINCIPES SUIVANTS ONT ETE EVOQUES:

- L'INTEGRITE TERRITORIALE,
- LE NON-RECOURS A LA FORCE,
- L'EGALITE SOUVERAINE.

EN OUTRE, LA POSSIBILITE A ETE MENTIONNEE DE FAIRE DE
CETTE FORMULE UN PRINCIPE AUTONOME.

10. LE SOUS-COMITE PREVIOIT UNE REUNION SPECIALE A GENEVE,
AVEC LA PARTICIPATION DE CONSEILLERS JURIDIQUES, QUI
AURA POUR TACHE DE DRESSER UN RAPPORT DETAILLE SUR
CETTE QUESTION A LA DECISION DES GOUVERNEMENTS.

B) EGALITE SOUVERAINE ET NON-INTERVENTION

1. LA FORMULATION DES PRINCIPES DE L'EGALITE SOUVERAINE ET
DE LA NON-INTERVENTION NE DEVRA PAS CONTENIR DES CONCEPTS
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 02153 02 OF 05 222043Z

QUI PUISSENT SERVIR A PREFIGURER CES PRINCIPES COMME
LIMITE GENERALE A LA COOPERATION ET AU RESPECT DES
DROITS DE L'HOMME: ILS DEVRONT ETRE FORMULES, COMPTE
TENUE DE LEUR IMPORTANCE POUR LES RESULTATS DES TRAVAUX
DE LA TROISIEME COMMISSION. LES FORMULATIONS ENREGISTREES
SUR LE PRINCIPE DE L'EGALITE SOUVERAINE SEMBLANT CORRES-
PONDRE A CETTE EXIGENCE.

12. LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONAMENTALES CONSTITUE UNE DES BASES ESSENTIELLES DE
LA COOPERATION. POUR LES PAYS OCCIDENTAUX, CE RESPECT
SIGNIFIE D'AVANTAGE ENCORE: C'EST LA RECONNAISSANCE DE
LA MARGE DE LIBERTE PERSONNELLE DONT L'INDIVIDU A BESOIN

POUR EPANOUIR SA PERSONNALITE. EN CE QUI CONCERNE LE
DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES, LA SUBSTANCE
DU TEXTE DU PROJET FRANCAIS DOIT ETRE CONSERVEE.

D) PREAMBULE ET DISPOSITIONS GENERALES

13. LES NEUF DEVRAIENT AUSSI GARDER EN VUE L'IMPORTANCE
POLITIQUE DU PREAMBULE ET DES DISPOSITIONS GENERALES
DU TEXTE PRESENTE PAR LA DELEGATION FRANCAISE DANS LA
DECLARATION DE LA CONFERENCE SUR LES PRINCIPES.

B) REGLEMENT PACIRIQUE DES DIFFERENDS ET PROPOSITIONS
VISANT A RENDRE EFFECTIF LE NON-RECOURS A LA FORCE

14. IL FAUT EVITER UNE RESOLUTION TENDANT A RENDRE
OBLIGATOIRES DES CONSULTATIONS POLITIQUES OU LA CON-
CLUSION D'UNE CONVENTION MULTILATERALE SUR LE NON-RECOURS
A LA FORCE. NOUS SOMMES PRETS A NEGOCIER SUR LE PROJET
SUISSE AUSSI BIEN QUE SUR LE PROJET ROUMAIN REVISE DE
RESOLUTION SUR LE NON-RECOURS A LA FORCE.
POUR L'UN ET POUR L'AUTRE, IL FAUT PREVIIR QUE LA
DISCUSSION A GENEVE ABOUTISSE A L'ENREGISTREMENT D'UNE
RESOLUTION QUELCONQUE, DONT LA PLACE DANS LES DOCUMENTS
FINALS RESTE A DEFINIR.

15. EN MEME TEMPTS, LE TEXTE SOVIETIQUE SOUMIS AU DEBAT
DANS L'ORGANE DE TRAVAIL SPECIAL, EST TOUJOURS DEFENDU
ET MAINTENU PAR LES PAYS DE L'EST COMME CONSTITUANT
CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 02153 02 OF 05 222043Z

(DANS L'HYPOTHESE D'UN DOCUMENT FINAL UNIQUE) UN BON
TRAIT D'UNION ENTRE LA PARTIE CONCERNANT LES PRINCIPES
ET CELLE ENGLOBANT LES RESOLUTIONS SUR LE REGLEMENT
DE DIFFERENDS ET LE NON-RECOURS A LA FORCE.

C. MESURES DE CONFIANCE ET ASPECTS MILITAIRES

16. A SA REUNION DES 10 ET 11 JANVIER 1974, LE COMITE
POLITIQUE ETAIT "D'ACCORD QUE LES NEUF EXPRIMERONT
LEUR INTERET ACCRU A L'ELABORATION, PAR LA CSCE,
D'UN DOCUMENT SUR DES MESURES DE CONFIANCE CONCRETES".

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 02153 03 OF 05 222006Z

66
ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-14 ISO-00 SS-20 INR-10 LS-01 RSC-01 DRC-01

/073 W

----- 015220

R 221730Z APR 74
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC 5267
INFO ALL NATO CAPITALS 3891
USMISSION GENEVA
US MISSION EC 3779

C O N F I D E N T I A L SECTION 3 OF 5 USNATO 2153

17. NOUS SOUHAITAONS OBTENIR UNE RESOLUTION/DECLARATION SEPARÉE SUR LES ASPECTS MILITAIRES DE LA SECURITE SOULIGNANT L'IDEE QUE LES ASPECTS POLITIQUES ET MILITAIRES DE LA SECURITE SONT COMPLEMENTAIRES. UNE TELLE CONSTATATION EST IMPORTANTE SURTOUT POUR NOTRE OPINION PUBLIQUE A LAQUELLE IL FAUT FAIRE COMPRENDRE QUE DES EFFORTS TENDANT A LA SOLUTION DE PROBLEMES POLITIQUES ET DE LA COOPERATION DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET CULTUREL NE PEUVENT PAS, A EUX-SEULS, ASSURER UNE VERITABLE DETENTE ET SECURITE EN EUROPE.

18. NOUS PENSONS QUE LES MESURES DE CONFIANCE CONCRETISENT CETTE IDEE FONDAMENTALE. NOUS TENONS ESSENTIELLEMENT AUX CRITERES QUE NOUS AVONS ETABLIS POUR CES MESURES. IL S'AGIRA, PAR LA DEFINITION DE CES CRITERES, D'ASSURER UNE BASE AUSSI LARGE QUE POSSIBLE AUX MESURES DE CONFIANCE. EN CE QUI CONCERNE LA QUESTION DES MOUVEMENTS MILITAIRES, LE COMITE POLITIQUE A ESTIME QU'EN L'ETAT ACTUEL DES CHOSES, IL Y AURAIT INTERET A MAINTENIR NOTRE POSITION.

III. LE POINT II DE L'ORDRE DU JOUR
A) OBSERVATIONS GENERALES

19) JUSQU'A MAINTENANT DES PROGRES ONT ETE ATTEINTS POUR CE CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 02153 03 OF 05 222006Z

QUI EST DES TEXTES PREAMBULAIRES AINSI QUE SUR DES PARTIES OPERATIVES QUI NE SE HEURTENT PAS AUX CONCEPTIONS ETATIQUES DES PAYS DE L'EST (ENVIRONNEMENT, TECHNOLOGIE). PAR CONTRE, DES PROBLEMES SONT APPARUS NOTAMMENT POUR LES QUESTIONS PLUS SENSIBLES POUR LES SYSTEMES DES PAYS DE L'EST (INFORMATIONS, CONTACTS D'AFFAIRES, COOPERATION INDUSTRIELLE).

20) ENFIN, LA SOLUTION DES PROBLEMES ABORDES DANS LA RESOLUTION SUR LE COMMERCE (TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE, RECIPROCITE DES DROITS DES OBLIGATIONS, POUR L'ENSEMBLE DES RELATIONS ECONOMIQUES ET EN VUE D'EVENUELLES NEGOCIATIONS ULTERIEURES), CONTINUE A CONSTITUER UN "ELEMENT CHARNIERE" SUSCEPTIBLE D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR L'ENSEMBLE DES TRAVAUX DE LA CORBEILLE II.

B) LE PREAMBULE - MENTION DES PVD

21) LE COMITE A ARRETE LE TEXTE SUIVANT RELATIF AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DESTINE A ETRE PROPOSE PAR LES "NEUF" COMME AMENDEMENT AU PROJET DE PREAMBULE ACTUELLEMENT EN COURS D'EXAMEN AU SEIN DE LA DEUXIEME COMMISSION DE LA CSCE:

"CONSCIOUS OF THE DIFFERENT LEVELS OF ECONOMIC DEVELOPMENT AMONG COUNTRIES THROUGHOUT THE WORLD INCLUDING THOSE IN EUROPE, BEARING IN MIND THE INTERESTS OF DEVELOPING COUNTRIES AND REGIONS AND REAFFIRMING THEIR INTENTION TO WORK FOR THE ATTAINMENT OF GOALS AND OBJECTIVES AS ACCEPTED BY THE INTERNATIONAL COMMUNITY IN THE INTERNATIONAL STRATEGY OF THE U.N. SECOND DEVELOPMENT DECADE, WITH SPECIAL EMPHASIS ON THE DEVELOPMENT OF THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES."

C) LES ECHANGES COMMERCIAUX

22) LES CONCLUSIONS DE GROUPE AD HOC AU SUJET DE LA POURSUITE DE TRAVAUX DE LA SOUS-COMMISSION "ECHANGES COMMERCIAUX" SONT LES SUIVANTES:

- TOUTES LES DELEGATIONS ONT CONFIRME LEUR ACCORD SUR LE TEXT D'UNE "OFFRE DE NEGOCIATIONS ULTERIEURES" DONT LES DEUX PARAGRAPHS SERAIENT PRESENTES SUCCESSIVEMENT EN FONCTION DU DEROULEMENT DES TRAVAUX;
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 02153 03 OF 05 222006Z

- TOUTES LES DELEGATIONS ONT CONFIRME LEUR POSITION SELON LAQUELLE IL N'Y A PAS LIEU D'ACCORDER AU PAYS SOCIALISTES, DANS LE CONTEXTE DE LA CONFERENCE LE BENEFICE DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE.

IV LE POINT II DE L'ORDRE DU JOUR

A) OBSERVATIONS GENERALES

23) LES NEUF CONTINUENT D'ATTACHER LA PLUS GRANDE IMPORTANCE AU POINT III DE L'ORDRE DU JOUR. C'EST LA CEPENDANT QUE JUSQU'A MAINTENANT LES PROGRES ONT ETE LES PLUS LENTS, LES PAYS DE L'EST N'AYANT D'AILLEURS PAS CACHE QU'ILS LES FREINAIENT DELIBEREMENT EN ATTENDANT LE REGLEMENT D'AUTRES PROBLEMES. C'EST DONC DANS LES SOUS-COMMISSIONS DE LA COMMISSION III PUE DEVRA, DES LA REPRISE, PORTER L'EFFORT PRINCIPAL.

B) LE PREAMBULE

24) POUR CE QUI EST DE LA REDACTION DU PREAMBULE, NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER DES REFERENCES DIFFERENCIEES A DES PRINCIPES PARTICULIERS NI, A FORTIORI, AU

"RESPECT DES LOIS ET COUTUMES". NOUS DEVONS EN OUTRE VEILLER A CE QUE LA DEFINITION ET L'ARTICULATION DES OBJECTIFS NE PUISSENT SERVIR DE PRETEXTE A LEUR EXPLOITATION LIMITATIVE. CES PRECAUTIONS SONT POUR NOUS D'UNE IMPORTANCE CAPITALE, CAR UN PREAMBULE QUE NE LES RESPECTERAIENT PAS NE PRIVERAIT PAS SEULEMENT D'EFFET LES TEXTES OPERATIONNELS, MAIS FERAIT OBSTACLE A TOUTES AMELIORATIONS ULTERIEURES.

C) LES TEXTES

25) VU L'INTERET DESORMAIS URGENT DE DISTINGUER, DANS LA MASSE PARFOIS TOUFFUE DES PROPOSITIONS OCCIDENTALES, L'ESSENTIEL DE L'ACCESSOIRE, ET DE DEFINIR EN CONSEQUENCE NOTRE STRATEGIE ET NOTRE TACTIQUE, LA MEILLEURE METHODE PARAIT ETRE DE DEGAGER, DANS CHAQUE SOUS-CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 02153 03 OF 05 222006Z

COMMISSION, L'ASPECT ESSENTIEL A NOS YEUX DES PROPOSITIONS QUE NOUS Y PRESENTONS ET DE CONCENTRER SUR LUI NOS EFFORTS. CES PRIORITES SE DEFINIRAIENT, SELON LES SOUS-COMMISSIONS, DE LA FACON SUIVANTE:

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 02153 04 OF 05 222021Z

66

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-14 ISO-00 SS-20 INR-10 LS-01 RSC-01 DRC-01

/073 W

----- 015410

R 221730Z APR 74

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC 5268

INFO ALL NATO CAPITALS 3892

USMISSION GENEVA

USMISSION EC

CONFIDENTIAL SECTION 4 OF 5 USNATO 2153

A) SOUS-COMMISSION "CONTACTS"

26) IL S'AGIRAIT D'OBTENIR UNE REDACTION SATISFAISANTE DES DISPOSITIONS INTRODUCTIVES PAR LESQUELLES LES ETATS PARTICIPANTS S'ASSIGNERAIENT COMME OBJECTIF A LONG TERME D'ASSURER AUX INDIVIDUS UNE PLUS GRANDE LIBERTE DE MOUVEMENT ET DE CONTACTS A TRAVERS LEURS FRONTIERES. CES DISPOSITIONS GENERALES DEVRAIENT DEBOUCHER DIRECTEMENT SUR LES MESURES PRATIQUES CONCERNANT LES "VOYAGES

POUR RAISONS PERSONNELLES OU PROFESSIONNELLES".
UNE IMPORTANCE PARTICULIERE JUSTIFIANT DE PLUS GRANDES
PRECISIONS SERAIT ACCORDEE, POUR DES RAISONS HUMANI-
TAIRES, AUX RECONTRES ET REUNIONS DE FAMILLE AINSI
AU'AUX MARIAGES.

B) SOUS-COMMISSION "INFORMATION"

27) IL S'AGIRAIT D'OBTENIR LE MAXIMUM D'ASSURANCES
PRATIQUES CONCERNANT UNE PLUS LIBRE DIFFUSION DE
L'INFORMATION ECRITE ET AUDIO-VISUELLE, CETTE LIBERTE
DEVANT ETRE EGALEMENT GARANTIE PAR DES FACILITES
D'ACCES DU GRAND PUBLIC A LADITE INFORMATION, ET
COMPLETEE PAR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL POUR
LES JOURNALISTES CHARGES DE LA COLLECTER DANS LES
AUTRES PAYS PARTICIPANTS.
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 02153 04 OF 05 222021Z

C) SOUS-COMMISSION "CULTURE"

28) IL S'AGIRAIT D'ASSURER REELLEMENT UN PLUS LIBRE ET
PLUS LARGE ACCES DES PUBLICS NATIONAUX AUX OEUVRES
D'AUTRES PAYS PARTICIPANTS. CET OBJECTIF IMPLIQUE
A LA FOIS UNE MEILLEURE INFORMATION MUTUELLE SUR CES
OEUVRES ET SURTOUT DE MEILLEURES CONDITIONS MATERIELLES
DE CIRCULATION INTERNATIONALE DES OEUVRES (ECRITES ET
AUDIO-VISUELLES NOTAMMENT). IL DEVRAIT FAIRE L'OBJET
A LA FOIS DE STIPULATIONS DE PRINCIPE AUSSI EXPLICITES
QUE POSSIBLE DANS LA DECLARATION LIMINAIRE (PROJET
FRANCAIS) ET DE MESURES CONCRETES DANS LE DISPOSITIF
OPERATOIRE.

D) SOUS-COMMISSION "EDUCATION"

29) IL S'AGIRAIT DE METTRE L'ACCENT SUR UNE PLUS GRANDE
LIBERTE DE DEPLACEMENTS, DE CONTACTS ET D'ECHANGES
POUR LES AGENTS INDIVIDUELS DES SYSTEMES D'EDUCATION
RESPECTIFS: ENSEIGNANTS, CHERCHEURS, ETUDIANTS,
LES CONTACTS ET ECHANGES ENTRE INSTITUTIONS EDUCATIVES
ET SCIENTIFIQUES POURRAIENT CONSTITUER UNE PRIORITE
SECONDAIRE, MAIS ELLE EST EN REALITE IMPLICITMENT
CONTENUE DANS LA PRECEDENTE.

V. LES SUITES DE LA CONFERENCE

30) LA PROPOSITION DES NEUF A ETE PRESENTEE PAR LE CHEF DE LA
DELEGATION DANOISE DANS LE GROUPE DE TRAVAIL LE 28 FEVRIER 1974
ET A ETE GENERALEMENT BIEN ACCUEILLIE. POURTANT, LE
DEBAT A MONTRE QUE LES PAYS DE L'EST N'ONT PAS RENONCE
A L'IDEE D'UN ORGANE PERMANENT ET QU'UN CERTAIN NOMBRE
D'AUTRES PAYS VOUDRAIT ALLER PLUS LOIN DANS LE MOMAINE
DES SUITES (PERIODE INTERIMAIRE BREVA, PERIODICITE

DES REUNIONS ULTERIEURES). DANS CETTE SITUATION NOUS AVONS
INTERET A EXPLICITER DAVANTAGE NOTRE POSITION EN
METTANT SUR LA TABLE LE TEXTE D'UN PROJET DE RESOLUTION
DAN CE DOMAINE, A DEPOSER A LA CONFERENCE PAR LA
DELEGATION DU DANEMARK ASSUITOT QUE POSSIBLE. LE COMITE
POLITIQUE EST TOMBE D'ACCORD AD REFERENDUM SUR LE
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 02153 04 OF 05 222021Z

TEXTE D'UNE TELLE RESOLUTION (DOC CP(74)22P, A
DISTRIBUER).

31. EN CE QUI CONCERNE LES "SUITES TECHNIQUES", LES
ETUDES DU SOUS-COMITE ET DU GROUPE AD HOC NE SONT PAS
ENCORE ACHEVEES. POUR L II CORBEILLE, LE GROUPE AD HOC
CONSIDERE QUE LES MATIERES TRAITEES NE REQUIERENT
PAS EN ELLES-MEMES LA CREATION D'ORGANES NOUVEAUX:
OU BIEN LES DECISIONS DE LA CONFERENCE DEBOUCHENT
SUR DES MESURES AUTONOMES, A PRENDRE PAR LES GOUVERNEMENTS,
OU PAR LA COMMUNAUTE, OU A DES NEGOCIATIONS BILATERALES.
LE CAS ECHEANT ELLES PEUVENT ETRE APPROFONDIES DANS
D'AAUTRES ENCEINTES EXISTANTES OU LES GOUVERNEMENTS POURRAIENT
OEUVRER DANS LE SENS DES DECISIONS DE LA CONFERENCE,
NOTAMMENT L'ECE.

POUR LA III CORBEILLE, L'OBJECTIF DEVRAIT CONSISTER
A SE METTRE D'ACCORD SUR UN NOMBRE LIMITE DE PROJETS
(CONFERENCES D'EXPERTS, PROJECTS NON INSTITUTIONALLISES,
INSTITUTIONS) ET A PRENDRE DES DECISIONS QUANT
AUX SUITES A DONNER A CES PROJETS. NOTRE POSITION
EN LA MATIERE DEVRAIT ETRE ARRETEE LE PLUS TOT
POSSIBLE.

VI. LE NIVEAU DE LA III PHASE

32. DANS LE DOCUMENT DES NEUF RM(73)20 APPROUVE
PAR LES MINISTRES IL EST DIT QUE L'ACTE FINAL
DE LA CSCE "SERAIT SOUMIS DANS SON ENSEMBLE
AUX MINISTRES A LA TROISIEME PHASE DE LA CONFERENCE".
TOUT EN SAUVEGARDANT CETTE POSITION, LE SOUS-COMITE
A RAPPELE QUE PLUSIEURS CHEFS DE GOUVERNEMENT
ET MINISTRES DES NEUF ONT RECEMMENT INDIQUE QUE
LE NIVEUA DE LA TROISIEME PHASE DEVRAIT ETRE
FONCTION DES RESULTATS DE LA CONFERENCE.

33. LE SOUS-COMITE A PRESENTE LES TROIS MODELES
SUIVANTS A L DISCUSSION DU COMITE POLITIQUE:

A) HYPOTHESE DU NIVEAU DES MINISTRES DES AFFAIRES
ETRANGERES. CETTE SOLUTION COMPORTERAIT LES
CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 02153 04 OF 05 222021Z

AVANTAGES SUIVANTS:
CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 02153 05 OF 05 222047Z

66
ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-14 ISO-00 SS-20 INR-10 LS-01 RSC-01 DRC-01

/073 W

----- 015700

R 221730Z APR 74
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC 5269
INFO ALL NATO CAPITALS 3893
USMISSION GENEVA
USMISSION EC

C O N F I D E N T I A L SECTION 5 OF 5 USNATO 2153

B) HYPOTHESE DU LIBRE CHOIX

LA CONFERENCE LAISSERAIT AU CHOIX DES ETATS PARTICIPANTS LE NIVEAU POLITIQUE AUQUEL ILS DESIRENT ETRE REPRESENTES A LA PHASE FINALE DE LA CSCE. UNE TELLE DECISION, EN DIPIT DE SON APPARANCE, NE SERAIT PAS "NEUTRE". LE PROBLEME DU NIVEAU DE LA TROISIEME PHASE N'EST EN EFFET PAS UN PROBLEME DE FORME MAIS DE SUBSTANCE, CAR IL COMPORTE DES CONSEQUENCES SUR LA PORTEE DES DECISIONS FINALES, SUR LA CONCEPTION DESSUITES DE LA CSCE, ETC. CONSIDEREE SOUS CET ANGLE, LA DECISION DE CERTAINS GOUVERNEMENTS DE PARTICIPER A LA CONCLUSION DE LA CSCE AU NIVEAU SUPREME PREJUGERAIT FORTEMENT LES DECISIONS SUR CES PROBLEMES DE SUBSTANCE. EN OUTRE, CETTE DECISION SERAIT CONTRAIRE A LA NATURE EGALITAIRE DE LA CSCE QUI EST L'UN DES ASPECTS LES PLUS POSITIFS DES PROCEDURES DE LA CONFERENCE. L'HYPOTHESE DU LIBRE CHOIX NE DEVRAIT DONC PAS ETRE ENCOURAGEE, NI RETENUE EN CE QUI CONCERNE LES NEUF.

C) HYPOTHESE DU NIVEAU DES CHEFS D'ETAT OU DE GOUVERNEMENT

LE FAIT QUE LES SOVIETIQUES ATTACHENT A CETTE SOLUTION
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 02153 05 OF 05 222047Z

TION UNE IMPORTANCE PRIMORDIALE EST REVELATEURE D'UNE CONCEPTION DE LA CSCE COMME CONCLUSION DEFINITIVE DU PROCESSUS DES NEGOCIATIONS SUR LA SECURITE ET LA

COOPERATION EN EUROPE QUI CONSACRETAIT, PAR LES
RESULTATS DE LA CONFERENCE, LE STATU QUO DES RAPPORTS
ENTRE LES ETATS PARTICIPANTS. ETANT DONNE QUE L'ESPOIR
D'ABOUTIR AU NIVEAU LE PLUS ELEVE POURRAIT INCITER
LES PAYS DE L'EST A FAIRE CERTAINES CONCESSIONS,
CETTE OPTION DEVRAIT ETRE MAINTENUE OUVERTE POUR
LE MOMENT.

34. UNE DECISION DEFINITIVE SUR LE NIVEAU DE LA TROISIEME
PHASE DE LA CSCE NE DEVRAIT DONC ETRE PRISE QU'A UN
MOMENT OU LES RESULTATS DE LA CONFERENCE PEUVENT ETRE
JUGES. TOUTEFOIS, IL APPARAIT PEU VRAISEMBLABLE QUE
LA CSCE MARQUE DES PROGRES DECISIFS OU DE GRANDE
ENVERGURE DANS LE PROCESSUS D'AMELIORATION DE LA
SECURITES ET DE LA COOPERATION EN EUROPE. NOUS AURIONS
INTERET A PRESENTER UN TEL RESULTAT NON COMME UN ACHEC
MAIS COMME L'UNE DES ETAPES DE LA DETENTE. CE CARACTERE
DES RESULTATS SERAIT LE MIEUX REFLETE PAR LE CHOIX
DU NIVEAU DES MINISTRES POUR LA TROISIEME PHASE.

END TEXT. RUMSFELD

CONFIDENTIAL

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 11 JUN 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: n/a
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 22 APR 1974
Decaption Date: 01 JAN 1960
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: golinofr
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1974ATO02153
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: 11652 GDS
Errors: n/a
Film Number: n/a
From: NATO
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1974/newtext/t19740482/abbryulg.tel
Line Count: 671
Locator: TEXT ON-LINE
Office: n/a
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 13
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: golinofr
Review Comment: n/a
Review Content Flags:
Review Date: 01 APR 2002
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <01 APR 2002 by golinofr>; APPROVED <23 APR 2002 by golinofr>
Review Markings:

Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
30 JUN 2005

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: CSCE: EC-NINE POSITION PAPER
TAGS: PFOR, NATO
To: STATE INFO ALL NATO CAPITALS
GENEVA
EC BRUSSELS
Type: TE
Markings: Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005